



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-24913>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **24-24913**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Minarm sga dcsid esid toulon sai

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Défense

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : BDD TLN-Accord-cadre pour l'exploitation et la maintenance du système de télé-relève

Description : Le présent accord-cadre a pour objet l'exploitation et la maintenance du système constitué d'une chaîne de mesure entre les compteurs dispersés sur l'ensemble de la Base de Défense de Toulon et l'outil informatique de gestion technique du patrimoine. Les bons de commande émis pendant la durée de l'accord-cadre permettront d'assurer l'exploitation du système informatique ; la maintenance préventive et corrective des installations, l'ajout d'équipements ainsi que des prestations d'ingénierie.

Identifiant de la procédure : cba95889-a459-41e8-a153-1c7416609bdd

Identifiant interne : 2023-ESID-TLN-0155

Type de procédure : Restreinte

La procédure est accélérée : No

Principales caractéristiques de la procédure : Le présent avis de marché concerne un dépôt de candidatures. Le projet de marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, passé en appel d'offres restreint et soumis aux articles L. 21201, L. 21231 et R. 21231 à R. 21237 et R. 21621 à R. 21624, R. 21626 et R. 216213 à R. 216214 du code de la commande publique. L'accord-cadre est conclu avec les seuils suivants: montant minimum de 40 000 EUR HT sur 4 ans et montant maximum de 1 000 000 EUR HT sur 4 ans. La durée initiale de l'accord-cadre est d'un an.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nature supplémentaire du marché : Fournitures

Nomenclature principale (cpv): 50711000 Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Base Navale de Toulon

Ville : Toulon cedex 09

Code postal : 83800

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

Informations complémentaires : Les prestations seront exécutées sur le périmètre de la Base de Défense Toulon, sur les sites suivants : Base navale de Toulon, Toulon, Cuers, la presqu'île de Giens, le Mourillon, Hyères, Six-fours, La Crau, le Pradet, la Farlède, St Mandrier, et Porquerolles. L'accordcadre sera passé avec un entrepreneur unique ou avec un groupement dont la forme est laissée librement au choix des candidats mais dont le mandataire sera obligatoirement solidaire de chacun des membres de ce groupement. Si les candidats se présentent en groupement conjoint, ils devront impérativement proposer une répartition des prestations entre cotraitants.

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,000,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : BDD TLN-Accord-cadre pour l'exploitation et la maintenance du système de télé-relève

Description : Le présent accord-cadre a pour objet l'exploitation et la maintenance du système constitué d'une chaîne de mesure entre les compteurs dispersés sur l'ensemble de la Base de Défense de Toulon et l'outil informatique de gestion technique du patrimoine. Les bons de commande émis pendant la durée de l'accord-cadre permettront d'assurer l'exploitation du système informatique ; la maintenance préventive et corrective des installations, l'ajout d'équipements ainsi que des prestations d'ingénierie. Les prestations seront exécutées sur le périmètre de la Base de Défense Toulon, sur les sites suivants : Base navale de Toulon, Toulon, Cuers, la presqu'île de Giens, le Mourillon, Hyères, Six-fours, La Crau, le Pradet, la Farlède, St Mandrier, et Porquerolles. La prestation de maintenance préventive et corrective s'effectuera sous la forme de services type SLA - Service Level Agreement, aux heures ouvrées, qui inclura des prestations de maintenance - à distance (ex : message Internet de défauts vers le mainteneur) ou sur site - sur les composants matériels et sur les logiciels.

Identifiant interne : 2023-ESID-TLN-0155

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50711000 Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment

Options :

Description des options : néant

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Base de défense de Toulon

Ville : Toulon cedex 09

Code postal : 83800

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

Informations complémentaires : Les prestations seront exécutées sur le périmètre de la Base de Défense Toulon, sur les sites suivants : Base navale de Toulon, Toulon, Cuers, la presqu'île de Giens, le Mourillon, Hyères, Six-fours, La Crau, le Pradet, la Farlède, St Mandrier, et Porquerolles.

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,000,000 EUR

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

Informations complémentaires : Toute demande de précisions sera à formuler par écrit via la Plate-Forme des Achats de l'État (Place) sur l'espace dédié à la consultation à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les candidatures seront jugées en tenant compte des critères suivants : capacités professionnelles, techniques et financières. Les justificatifs de candidature sont à fournir le cas échéant par chacun des membres du groupement. De même, en cas de sous-traitance, le candidat fournira les documents de candidature ainsi qu'un engagement écrit pour chaque sous-traitant présenté. La présente consultation est au stade de la phase de sélection des candidatures, les documents de consultation (CCTP, CCAP, ...) ne sont donc pas téléchargeables, ils seront transmis ultérieurement aux candidats sélectionnés. Le dispositif " Document Unique des Marchés Européens (dume) " peut être mise en oeuvre pour la présente consultation. Quel que soit le dispositif retenu, les documents relatifs à la candidature doivent contenir l'ensemble des éléments demandés au paragraphe 5.1.9 du présent avis. Les modalités de transmission des candidatures et du dispositif DUME sont détaillées dans les annexes 2 et 3 à télécharger sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, en indiquant le n° de la consultation : 2023-ESID-TLN-0155.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Liste et description succincte des critères de sélection : -copie de l'assurance pour risques professionnels d'un niveau adapté à l'accord-cadre; - effectif moyen annuel détaillé ; - liste des moyens en matériels dont disposera le candidat pour la réalisation de ce marché ; - liste des prestations exécutées au cours des 3 dernières années assortie d'attestations de bonne exécution pour les plus importantes.

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Liste et description succincte des critères de sélection : la déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declarationcandidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté ; - chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 dernières années.

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Liste et description succincte des conditions : - la lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté ; - les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat. Il est demandé à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification, les preuves qu'il ne se trouve pas dans un des cas de motifs d'exclusion. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires. Les preuves demandées sont les suivantes : - l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1^o et 3^o de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique une déclaration sur l'honneur. - l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents. - le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222- 7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. - l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique, la production de son numéro unique d'identification ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion. - lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés. L'attributaire pressenti fournira également : - le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ; - le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ; Les candidats ne sont pas tenus de fournir les

justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère technique: 50%

Critère :

Type : Prix

Description : - Critère prix : 50 %

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : FRA

Adresse des documents de marché : <https://marches-publics.finances.rie.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2446036&orgAcronyme=g7h>,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de la procédure :

Une habilitation de sécurité est requise

Description : Des documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » seront remis aux candidats sélectionnés dans le cadre de cette consultation. Ces documents et supports ne peuvent être utilisés à d'autres fins que l'élaboration d'une offre à la procédure de passation du présent accord-cadre. En conséquence, ils ne peuvent être communiqués qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour la remise de l'offre de l'opérateur économique soumissionnaire. En conséquence, ces documents et supports ne seront remis par l'acheteur public qu'aux candidats qui préalablement se seront engagés à assurer leur protection. Cet engagement se matérialise par la remise de l'attestation intitulée « Engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte ». Ce document est en annexe 1 du présent avis, est à compléter, à parapher et à signer. Il est transmis avec les pièces de candidatures demandées dans de cette consultation. Les candidats n'ayant pas remis cet engagement, dûment renseigné, paraphé page par page, et signé, seront éliminés. Contraintes d'accès: L'autorisation accordée aux travailleurs étrangers d'accéder aux sites sera obligatoirement soumise à son accompagnement par un personnel de nationalité française appartenant à l'entreprise titulaire du marché. Suite aux nouvelles consignes de sécurité pour l'entrée sur base des ressortissants étrangers, ces derniers doivent avoir un contrôle primaire en cours de validité. Renseignements d'ordre administratif : Coordonnées de l'acheteur désigné : Nathalie GIANNINI Tél : 0422436342

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2446036&orgAcronyme=g7h>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation : 26/03/2024 à 15:30

Date limite de validité de l'offre : 180 DAY

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Requise

Montage financier : Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres du ministère des Armées. Paiement sur factures sur bons de commande. Prix révisibles. Le délai global de paiement est de 30 jours maximum. Le mode de règlement sera le virement par mandat administratif. Pas d'avance au titre de l'accord-cadre cependant une avance sera versée au titulaire si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000euro(s) HT et que la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à deux mois. Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Informations relatives aux délais de recours : Informations relatives aux délais de recours: Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Référé précontractuel (article L 5511 et suivants du CJA), la requête devant être introduite avant la signature du contrat Référé contractuel (article L 55113 et suivants du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat) Recours en contestation de validité du contrat (issu de la jurisprudence « Tarn et Garonne » n° 358994 du 4 avril 2014) qui peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de qualité, dans les 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Justification de la durée de l'accord-cadre : Durée: L'accord cadre est conclu pour un an et pourra être reconduit au maximum trois fois sans que la durée ne puisse excéder quatre ans. Chaque reconduction sera tacite. Le pouvoir adjudicateur pourra faire part de sa décision de ne pas reconduire à tout moment de l'année avec un préavis de trois mois.

Autres acheteurs : Mise en place d'un accord-cadre avec un seul opérateur.

Informations sur le système d'acquisition dynamique

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique :

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs en matière de marchés publics de Marseille

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de toulon

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de toulon

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de toulon

Numéro d'enregistrement : 2

Département : Instance chargée des procédures de recours

Adresse postale : 5 rue racine bp 40510 cedex 9

Ville : Toulon

Code postal : 83041

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Téléphone : +33494427930

Télécopieur : +33494427989

Adresse internet : <http://www.ta-toulon.juradm.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Minarm sga dcsid esid toulon sai

Numéro d'enregistrement : 11000201100044

Adresse postale : Bcrm toulon esid tln bp 71 cedex 9

Ville : Toulon

Code postal : 83800

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

Adresse électronique : esidtoulon.sai.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

Téléphone : +33422424425

Adresse internet : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Profil de l'acheteur : <https://marches-publics.finances.rie.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2446036&orgAcronyme=g7h>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs en matière de marchés publics de Marseille

Numéro d'enregistrement : 3

Département : Organe chargé des procédures de médiation

Adresse postale : Préfecture de région PACA place félix baret cs 80001 cedex 06

Ville : Marseille

Code postal : 13282

Pays : France

Adresse électronique : catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr

Téléphone : +33484354554

Télécopieur : +33484354460

Adresse internet : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : b3d2bd70-d144-44da-a239-193760cf1aff - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 28/02/2024 à 15:42

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28/02/2024